

15^e RENCONTRES INTERNATIONALES

HAUTE
BRETAGNE

BARCELONA

LES SIGNES
D'UNE SORTIE DE CRISE

¡ VAMOS !

BOOK ECONOMIQUE BARCELONA 2014

UNION DES
ENTREPRISES | UE35

DU 22 AU 25
OCTOBRE
2014

BARCELONA PROGRAMA

DU 22 AU 25
OCTOBRE 2014

ESPAGNE

3^{ème} FOURNISSEUR

5^{ème} CLIENT DE LA FRANCE

FRANCE

1^{er} PARTENAIRE DE LA CATALOGNE

« Un redressement de la productivité et de la croissance potentielle, une attractivité forte pour les investissements étrangers ».

P. Artus, Recherche Natixis (Groupe BPCE)

L'Espagne, un marché de proximité et de taille, est l'une des 15 plus importantes économies mondiales. 4^{ème} économie de la Zone Euro, 2^{ème} destination touristique mondiale en valeur, 3^{ème} fournisseur et 5^{ème} client de la France.

Malgré la crise économique, on observe un redressement de la productivité et de la croissance potentielle, une compétitivité-coût favorable, un redressement des exportations et une attractivité forte pour les investissements étrangers, avec de nombreux secteurs porteurs (Pramex Espagne).

- ▲ Une économie de grande taille
- ▲ Un marché de proximité
- ▲ Important partenaire commercial de la France
- ▲ Une compétitivité-coût favorable
- ▲ Porte d'entrée de l'Amérique Latine
- ▼ Une économie en restructuration
- ▼ Perspectives de croissance faible en 2014
- ▼ Risque souverain plus élevé qu'en France
- ▼ Taux de chômage élevé



International Monetary Fund, World Economic Outlook Database, April 2013

Mercredi 22 octobre 2014

- 15:00 Convocation Aéroport Rennes St Jacques
- 17:00 DÉPART DU VOL PRIVÉ POUR BARCELONE opéré par Vueling (1h20 de vol)
- 21:00 INSTALLATION À L'HÔTEL ARTS - www.hotelartsbarcelona.com/
Dîner et soirée libres

Jeudi 23 octobre 2014

- 09:30 CONFÉRENCE PLÉNIÈRE « Panorama économique » dans les locaux de Foment del Treball Nacional (Organisation interprofessionnelle patronale de Catalogne)
• Ouverture officielle - Président FOMENT : Joaquim GAY DE MONTELLÀ
Président UE 35 : Philippe JOLIVET
- Situation économique de l'Espagne et de la Catalogne
- Les échanges bilatéraux
- Table ronde composée de chefs d'entreprise français en Espagne



13:30 DÉJEUNER à l'hôtel Arts

15:00 APRÈS-MIDI : 4 ACTIVITÉS AU CHOIX

- VISITES D'ENTREPRISES - Une visite parmi les 4 secteurs proposés
 - Urbanisme (30 places max)
 - Industrie de la mode (20 places max)
 - TIC / Mobile technologie (30 places max)
 - Zone Portuaire/Activités logistiques (30 places max)

→ WORKSHOP / RENDEZ-VOUS INDIVIDUELS

- ACTIVITÉ HISTORIQUE - El Barri Gòtic - Quartier Gothique, c'est l'endroit où la ville médiévale de Barcelone s'est formée. Ce quartier se caractérise par des ruelles étroites et tortueuses, souvent pavées et bordées de vieux bâtiments. C'est l'un des quartiers les plus populaires de la ville.

→ TEMPS LIBRE

18:30 Retour à l'hôtel pour toutes les activités

21:00 DÎNER

En ouverture, sangria-tapas avec notre partenaire Groupe Brillhac



Vendredi 24 octobre 2014

MATINÉE 4 ACTIVITÉS AU CHOIX

- VISITES D'ENTREPRISES - Une visite parmi les 4 secteurs proposés
 - Métallurgie (30 places max)
 - Plate-forme logistique (20 places max)
 - Agroalimentaire (30 places max)
 - Architecture et promotion (30 places max)

→ WORKSHOP / RENDEZ-VOUS INDIVIDUELS

- ACTIVITÉ CULTURELLE - L'art nouveau catalan - ou modernisme catalan dont Antoni Gaudí est le principal représentant. Son travail a marqué de façon durable l'architecture de Barcelone et constitue une « contribution créative exceptionnelle au développement de l'architecture et des techniques de construction ». Le tour de ces constructions majeures sera proposé dans cette option.

→ TEMPS LIBRE

13:30 DÉJEUNER pris en commun

15:00 ACTIVITÉ DÉCOUVERTE pour l'ensemble de la délégation

21:00 SOIRÉE DE GALA en présence des officiels catalans

Samedi 25 octobre 2014

Matinée libre

12:30 DÉJEUNER

15:30 Transfert vers l'aéroport

17:30 DÉPART DU VOL PRIVÉ VERS RENNES ST JACQUES opéré par Vueling (1h20 de vol)

19:00 ARRIVÉE À RENNES ST JACQUES

PROGRAMME NON CONTRACTUEL. HORAIRES À TITRE INDICATIF CONFIRMÉS À L'INSCRIPTION.

15^e RENCONTRES INTERNATIONALES

HAUTE
BRETAGNE

BARCELONA

LES SIGNES
D'UNE SORTIE DE CRISE

¡ VAMOS !

BOOK ECONOMIQUE BARCELONA 2014

UNION DES
ENTREPRISES | UE35

DU 22 AU 25
OCTOBRE
2014

NOTRE DÉFI : ÊTRE LE PARTENAIRE DE VOTRE RÉUSSITE



Le 2 novembre, Loïck Peyron prendra le départ de la Route du Rhum. Seul à la barre, mais **fort de l'engagement d'une équipe et de Banque Populaire**.

Pour votre développement à l'international, vous pouvez compter sur nous. **Banque de référence des entreprises***, présente dans 50 pays, nous vous accompagnons dans toutes les étapes de votre projet.

Pour en savoir plus, flashez ce code pour découvrir nos solutions.

* Source : TNS Sofres Juin 2013

BANQUE POPULAIRE
DE L'OUEST

BANQUE & ASSURANCE



BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable régie par les articles L512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux Établissements de Crédit - 499 200 400 RCS Rennes - code APE 6419 Z - FR 4954920040000014 - Intermédiaire d'assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 003 300 - C.C.P. Rennes 3-2-01 - Adresse SWIFT : CCBPFRPP REN

Pour construire un nouveau modèle de développement

Le Département d'Ille-et-Vilaine fédère les acteurs économiques et les territoires

Objectif : innover pour la performance économique, sociale et environnementale



LES BONS PLANS DE L'IMMOBILIER C'EST GIBOIRE.



Eurosquare

Au coeur d'EuroRennes



Alchimie

Rennes Centre-ville



5.800 M²

de bureaux à vendre ou à louer
(Division possible)

1.827 M²

de bureaux à vendre ou à louer
(Divisibles à partir de 257m²)

giboire.com

CONTACTEZ-NOUS au **02 23 42 42 42**

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
I) ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX.....	10
1. Préambule	10
2. Organisation territoriale de l'Espagne.....	11
3. Chronologie.....	12
4. Données démographiques.....	14
II) ÉCONOMIE.....	15
1. Introduction.....	15
2. Croissance du PIB	16
3. Risque souverain	17
4. Commerce extérieur	18
5. Compétitivité coût	19
III) RELATIONS FRANCE-ESPAGNE.....	20
1. Introduction.....	20
2. Échanges commerciaux	21
3. Investissements.....	22
4. Résidents français en Espagne	23
IV) RÉGION CATALOGNE.....	24
1. La Catalogne et l'Espagne	24
2. Environnement.....	24
3. Barcelone	29
V) BUSINESS & AFFAIRES.....	30
1. Secteurs d'opportunités.....	30
2. Environnement	34
3. S'implanter en Espagne	39
ANNEXES	42



CERAP

SOCIÉTÉ DE
COURTAGE

SPÉCIALISTE DE LA PROTECTION SOCIALE
COMPLÉMENTAIRE
AUPRÈS DES ENTREPRISES

PRÉVOYANCE / FRAIS DE SANTÉ
INGÉNIERIE RETRAITE & ÉPARGNE SALARIALE

SOCIÉTÉ DE COURTAGE
D'ASSURANCES
DE PERSONNES
DEPUIS 28 ANS

ORIAS n°07 000 791

W W W . C E R A P . C O M

Siège social : Antipolis 2 - Bât B • 6 rue Pâtis Tatelin • CS 20825 • 35708 RENNES CEDEX 7 • Tél. 02 99 30 72 30 •
Fax. 02 99 30 14 75 • E-mail : info@cerap.com • **Adresse Paris** : 20, bd de Courcelles • 75017 PARIS • Tél. 01 47 63 64 54

INTRODUCTION

« Un redressement de la productivité et de la croissance potentielle, une attractivité forte pour les investissements étrangers ». P. Artus, Recherche Natixis (Groupe BPCE)

Un marché de taille et de proximité, qui renoue avec la croissance

L'Espagne est l'une des 15 premières économies mondiales en termes de produit intérieur brut (PIB), 5^e économie de la Zone Euro (FMI 2014), 2^e destination touristique mondiale en valeur, 1^{er} réseau ferré européen et 3^e mondial (Invest in Spain) elle est incontestablement un pays de taille sur la scène internationale. Des groupes de renommée mondiale et européenne en sont originaires : Santander, 2^e banque européenne en termes de capitalisation boursière (Invest in Spain), Telefónica, l'une des plus grandes entreprises mondiales de télécommunications, ACS, première entreprise de BTP mondiale, mais aussi Inditex, Repsol... La région de Catalogne quand à elle représente près de 20% du PIB Espagnol, première région économique du pays, ex aequo avec la région de Madrid.

Malgré la crise économique que le pays a subi de plein fouet et les réformes structurelles qui ont notamment porté sur le marché du travail et le secteur financier, la tendance actuelle est au redressement de la productivité et à la croissance grâce à une compétitivité-coût favorable, un redressement des exportations et une attractivité forte pour les investissements étrangers.

Cette attractivité repose sur un marché de taille et de proximité, des infrastructures de qualité, une main d'œuvre compétitive et une position géostratégique avantageuse dans un contexte européen de moindre risque pour les entreprises.

Spécificités:

- ▲ Une économie de grande taille
- ▲ Un marché de proximité
- ▲ Un des principaux partenaires commerciaux de la France
- ▲ Une compétitivité-coût favorable
- ▲ Une porte d'entrée en Amérique Latine
- ▼ Une économie en restructuration
- ▼ Des perspectives de croissance relativement faibles
- ▼ Une dette publique et un taux de chômage élevés

Motivations usuelles des sociétés françaises s'y développant :

- Accès à un marché frontalier de grande envergure
- Accès à une main d'œuvre productive et moins coûteuse
- Niveau de risque limité car environnement Européen
- Qualité de vie et compatibilité culturelle

Mises en garde utiles pour le développement...

- L'Espagne est marquée par de fortes disparités régionales
- Tenir compte de l'aspect « *garantiste* » et des lourdeurs administratives
- Les délais de paiement sont généralement longs

I) ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX

« Il n'y a qu'à être en Espagne pour n'avoir plus envie d'y bâtir des châteaux. »
Madame de Sévigné - Extrait de Lettres

1. Préambule

Située au Sud-ouest de l'Europe, l'Espagne occupe la plus grande partie de la péninsule Ibérique. Son territoire est limité au Nord par les Pyrénées qui constituent la frontière avec la France et l'Andorre, à l'Ouest par une longue frontière Nord-sud avec le Portugal, et au Sud par le détroit de Gibraltar qui sépare le continent de l'Afrique. Elle est divisée en 17 régions, appelées communautés autonomes et dotées d'une forte autonomie de gestion.

Tableau 1: Eléments de présentation

Données générales

Régime politique	Monarchie parlementaire
Chef de l'État	Felipe VI
Chef du gouvernement	Mariano Rajoy
Capitale	Madrid
Découpage administratif	17 Communautés Autonomes, 50 Provinces, 8092 municipalités
Langues officielles	Espagnol, Catalan, Basque, Galicien, Valencien
Monnaie	Euro (€)
Région	Membre de l'Union Européenne depuis 1986

Source : Invest in Spain

2. Organisation territoriale de l'Espagne



3. Chronologie

Confluence de cultures : Entre la fin de la Préhistoire et le début de l'ère romaine, l'Espagne a connu une confluence de cultures : celle des villages ibériques autochtones, la culture grecque et la phénicienne. Les romains conquièrent la péninsule au III^e siècle avant Jésus Christ, puis elle fut dominée par plusieurs peuples germaniques entre les V^e et VII^e siècles après Jésus Christ, avant d'être conquise à partir de 711 par les Maures. La Reconquista, la reconquête des royaumes musulmans de la péninsule Ibérique par les souverains chrétiens, débuta alors et ne s'acheva qu'en 1492 lorsque Ferdinand II d'Aragon et Isabelle de Castille, les « Rois catholiques », achevèrent l'unification de l'essentiel de l'Espagne actuelle.

Age d'or : Cette période faste de l'Espagne débuta en 1492 avec la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. L'arrivée au pouvoir de Charles Quint en 1516 constitua le second temps fort de cette période et le début de l'époque de l'Empire des Habsbourg, enrichi par l'or du Nouveau Monde et dominant une vaste partie de l'Europe et de l'Amérique latine. Cette influence s'illustra également dans le domaine culturel avec le Don Quichotte (publié en deux parties, en 1605 et en 1615) de Miguel de Cervantès, considéré comme le premier roman moderne. Pour beaucoup d'historiens la reconnaissance de l'indépendance des Provinces-Unies (Pays-Bas) par les Habsbourg en 1648 marque la fin de l'Age d'or.

Stagnation et guerre civile : Au XVIII^e siècle, l'Espagne perdit de son influence : cette période de déclin aboutit à l'indépendance de la plupart de ses colonies dans les années 1800.

En 1808, Napoléon obtint l'abdication du roi d'Espagne au profit de son propre frère et fit de l'Espagne un royaume vassal. Les espagnols réussirent à reconquérir leur indépendance en 1813. S'ouvrit alors une période de forte instabilité en Espagne, marquée par des insurrections et révoltes, une guerre civile qui déboucha sur la proclamation de la Première République en 1873, vite écourtée par l'institution d'une monarchie constitutionnelle en 1875.

La dictature du général Primo de Rivera, la crise économique de 1929 et les mécontentements populaires aboutirent en 1931 à la proclamation de la Seconde République. Quelques années après cette proclamation, en 1936, un soulèvement militaire nationaliste déclencha la Guerre civile : la victoire des nationalistes établit la dictature du général Francisco Franco.

Transition et miracle économique : La mort du général Franco en 1975 puis l'arrivée au pouvoir de Juan Carlos marquèrent le début de la transition démocratique du pays. Sous le gouvernement d'Adolfo Suárez, une série de réformes essentielles à la réussite de la transition furent entreprises. Le 29 décembre 1978 la nouvelle constitution entra en vigueur, donnant naissance à l'Etat espagnol actuel. C'est pendant cette transition démocratique que se consolida le « miracle économique espagnol ».

Crise et restructuration : La crise économique de 2009 mit fin à ces années de croissance économique et plongea le pays dans la plus grande récession depuis 1929 : crise bancaire et financière, explosion du chômage, de la dette et des déficits publics, diminution de 3,8% du PIB en 2009 (FMI). Emergea alors une sévère cure d'austérité et une restructuration de l'économie qui commence à peine à porter ses fruits. C'est dans ce contexte qu'est couronné le successeur de Juan Carlos, Felipe VI, le 19 juin 2014.

Rappels Chronologiques

1er millénaire avant Jésus Christ	Confluence de trois cultures : celle des villages ibériques autochtones, la culture grecque et la phénicienne.
IIIe siècle avant J.C.	Conquête de la Péninsule Ibérique par les Romains.
V-VIIIe siècles après J. C.	Conquête de la péninsule par les Wisigoths.
711	Conquête de l'Espagne par les Maures.
1492	Prise de Grenade, fin de "La Reconquista" et découverte de l'Amérique.
1494	Traité de Tordesillas le 7 juin: partage du Nouveau Monde entre l'Espagne et le Portugal.
1516	Charles Quint roi d'Espagne. Début du Siècle d'Or.
1547	Controverse de Valladolid: naissance des Nouvelles Loïs des Amériques préservant les Indiens.
1648	Reconnaissance de l'indépendance des Provinces-Unies (Pays-Bas) par les Habsbourg.
1808-1813	Occupation française.
1811-1825	Indépendance des colonies latino-américaines.
1873	Proclamation de la Première République espagnole.
1875	Institution de la monarchie constitutionnelle.
1898	Traité de Paris. L'Espagne perd ses dernières colonies en Amérique.
1931	Seconde République espagnole.
1936-1939	Guerre civile, début de la dictature de Franco.
1975	Mort de Franco et transition démocratique. Juan Carlos roi d'Espagne.
1986	L'Espagne devient membre de la Communauté Economique Européenne.
2009-2013	Crise économique.
2014	Juan Carlos abdique, son fils Felipe devient roi d'Espagne

Sources publiques diverses

4. Données démographiques

La population espagnole, de 46,6 millions de personnes, est une population assez âgée (18% de plus de 65 ans, Banque mondiale), avec un taux de natalité relativement faible en comparaison de la France (10‰ contre 12,3‰ pour la France, INSEE) et à forte espérance de vie.

La population active elle s'élève à 22,8 millions de personnes pour le premier semestre de 2014, et présente un taux d'activité de 57,8% (chiffres 2014 de INE). Sa répartition par secteur révèle son caractère fortement tertiairisé avec 75,8% de la population occupée travaillant dans ce secteur (INE 2013). Avec la crise économique, le chômage a atteint des niveaux records, même si une baisse historique a été enregistrée au premier trimestre 2014 avec un taux de chômage de 25,1% (EPA 2014, INE). La Catalogne quant à elle affiche un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale avec un taux de 22,1% au premier trimestre 2014 (INE).

Tableau 2 : La population espagnole

Données socio-démographiques			
	Espagne	Catalogne	France
Population (millions)	46,6	7,6	66,0
Densité de population (habitants/km ²)	92	234	120
Taux de natalité	10‰	10,3‰	12,3‰
Espérance de vie à la naissance	82 ans	82,7 ans	83 ans
Taux de moins de 15 ans	15%	16%	18%
Taux de 65 ans et plus	18%	17%	17%
Âge légal de départ à la retraite	65 ans	65 ans	62 ans
Population active (millions)	22,8	3,7	28,6
<i>Dont services</i>	13	2,9	19,5
Taux de chômage	25,1%	22,1%	10,1%

Source : Banque Mondiale, INSEE

II) ÉCONOMIE

« L'Espagne fait des progrès remarquables »
M. Draghi, Directeur de la BCE (4/10/2012)

1. Introduction

Suite à une dépression prolongée, l'économie espagnole renoue avec la croissance.

- **Une croissance du PIB** : le premier trimestre de 2014 met un point final aux 9 trimestres consécutifs de croissance négative du PIB avec un taux de croissance positif de 0,9% (FMI). Les prévisions quant à son évolution sont désormais positives, avec des taux compris entre 1 et 1,2% pour la période 2014-2018 (FMI avril 2014). La Generalitat de Catalunya prévoit quant à elle un taux de croissance du PIB de la Catalogne de 1,4% en 2014 puis de 2,1% en 2015 (Informe de Previsiones macroeconómicas).
- **Une croissance des exportations** : la reprise est portée par la croissance des exportations qui ont connu une forte augmentation depuis 2010, avec un bond spectaculaire de 4,8% entre 2012 et 2013 (FMI 2014).
- **Une amélioration du risque** : la reprise économique, l'assainissement du système bancaire et la réduction du déficit public permettent une amélioration du risque pays, qui s'illustre par l'évolution de certains indicateurs comme la prime de risque.
- **Une dette totale et chômage très élevés** : malgré des indicateurs qui passent dans le vert, le chômage et la dette totale restent alarmants avec des niveaux respectifs de 25,1% de la population active et 93,8% du PIB (FMI 2014).

Tableau de bord de l'économie

Indicateurs	Espagne	France
Rang mondial du pays (PIB)	13	5
PIB 2013 (Mds€)	1.015	1.814
Taux de croissance 2014	0,9%	1,0%
PIB par habitant en valeur		
PPA 2013	\$32.103,0	\$36.907,0
Dette publique 2013 (% PIB)	93,9%	93,8%
Taux d'inflation 2014	0,3%	1,0%
Taux de chômage (juin 2014)	25,1%	10,4%
Importations (Mds€, 2013)	324	601
Exportations (Mds€, 2013)	349	560
Flux d'Investissements directs à l'étranger 2012 (Mds\$)		
Entrants	27,7	25,1
Sortants	-4,9	37,2
Stock d'IDE 2012 (Mds\$)		
Entrants	634,5	1.095
Sortants	627,2	1.496,8

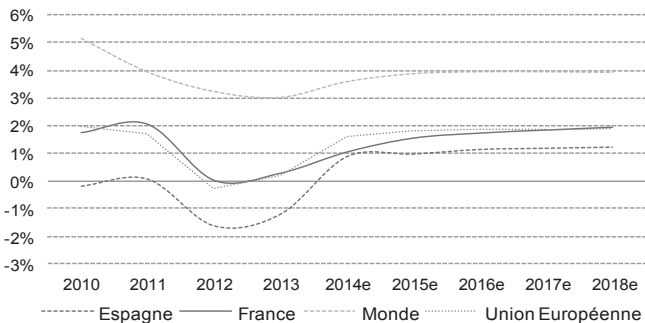
Source: FMI, Eurostat, UNCTAD, Banque Mondiale

2. Croissance du PIB

Le premier trimestre 2014 marque le retour de la croissance du PIB, avec un taux positif de 0,9% (FMI avril 2014).

- Après une période de croissance économique entre 2000 et 2008 (taux de croissance du PIB compris entre 2,5 et 4,2%, FMI), l'Espagne a subi les premiers effets de la crise en 2009, avec une chute de -4,4% de son PIB. La récession s'est installée de 2009 à 2013 avec des taux négatifs de croissance du PIB (exception faite de l'année 2011 où le taux passe en positif à 0,1%). Le premier trimestre de 2014 met fin à cette période de décroissance et les prévisions du FMI, revues à la hausse le 11 juillet dernier, laissent espérer des taux de croissance supérieurs à 1% pour la période 2014-2018, croissance qui pourrait même atteindre les 2%.
- La composante à l'origine de ces prévisions positives sont les exportations, qui ont connu un taux de croissance de 4,8% entre 2012 et 2013.
- La demande intérieure devrait retrouver progressivement un certain dynamisme et contribuer positivement à la croissance (Co-face).
- Les investissements restent cependant timides (19,5% du PIB en 2012, 18,2% en 2013, FMI) mais le FMI prévoit une hausse dès 2016.

Croissance du PIB 2010-2018



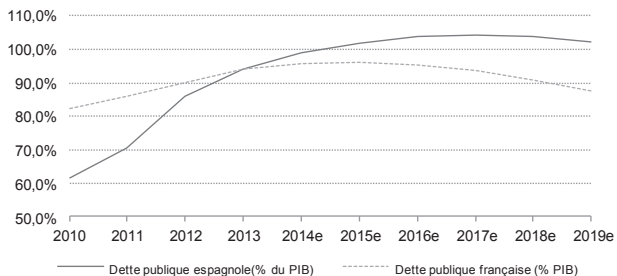
Source : FMI, avril 2014

3. Risque souverain

La reprise économique de l'Espagne s'accompagne d'une stabilisation de son risque souverain.

- Le risque souverain espagnol est noté BBB par Standard & Poor's qui a relevé sa note au mois de mai dernier.
- Le déficit public est en diminution constante depuis 2009 : -9,6% en 2010 et 2011, -10,6% en 2012 et -7,1% en 2013 (INE). L'Espagne est ainsi l'un des pays qui fournit le plus d'efforts afin d'atteindre un déficit inférieur à 3% du PIB selon les critères de Maastricht.
- La dette souveraine est elle en augmentation, atteignant un niveau de 93,9% du PIB en 2013 contre 85,9% en 2012 (FMI). Et selon les prévisions du FMI elle ne commencera à diminuer qu'en 2018 après avoir passé la barre des 100% du PIB.

Evolution des dettes publiques française et espagnole 2010-2019



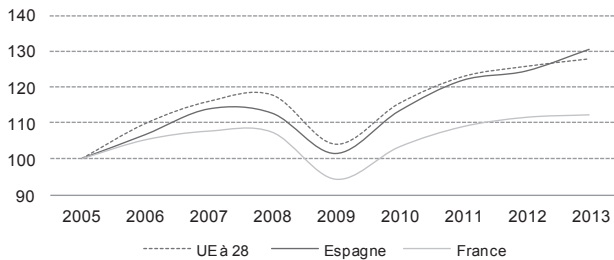
Source : FMI avril 2014

4. Commerce extérieur

L'Espagne est un pays dynamique en termes de commerce extérieur, 18^e exportateur mondial de marchandises et 7^e exportateur mondial de services commerciaux (Invest in Spain, juillet 2014).

- Avec un bond de 4,8% en 2013 (FMI), les exportations espagnoles ont atteint un niveau historique de 34,1% du PIB (Invest in Spain).
- Cette hausse contraste avec les résultats des autres pays européens qui sont de façon générale peu encourageants, dont la France qui a connu une faible augmentation de ses exportations de 0,5% (FMI).
- L'Union Européenne est la principale destinatrice de ces exportations avec 62,6% du total (Invest in Spain).
- Dans ce contexte, la Catalogne apparaît comme un véritable moteur : en 2013 la région pesait pour 26% des exportations du pays (Generalitat de Catalunya).
- Les importations, quant à elles, continuent de souffrir, le marché espagnol restant miné par le chômage et un régime drastique d'austérité.

Evolution des exportations de l'Espagne, de la France et en UE 28
Base 100 : année 2005

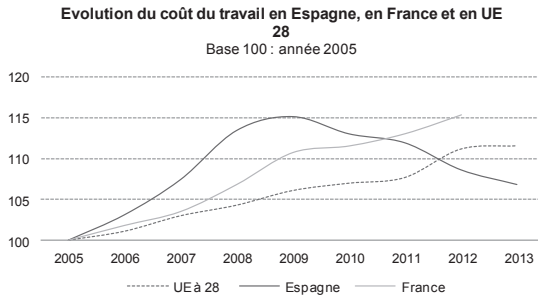


Source : Eurostat

5. Compétitivité coût

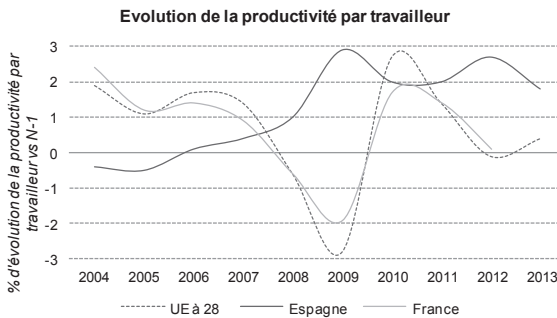
La stagnation salariale et la diminution des coûts de travail ont permis au pays de fortement améliorer sa compétitivité-coût sur les 4 dernières années.

- L'Espagne est la 2^e économie européenne la plus compétitive en termes de coût du travail, derrière l'Allemagne (Invest in Spain).
- Le coût du travail en Espagne est inférieur à la moyenne européenne avec un coût horaire par travailleur de 20,9 € contre 23,5 € pour l'UE (Invest in Spain). La France, de son côté, affiche un coût horaire par travailleur de 34,9 €.



Source : Eurostat

A cette compétitivité-coût favorable s'ajoute une haute productivité des travailleurs qui est, selon le rapport Invest in Spain, bien supérieure à la moyenne européenne.



Source : Eurostat

III) RELATIONS FRANCE-ESPAGNE

1. Introduction

Historiquement la France et l'Espagne entretiennent de profondes relations économiques et politiques de par leur proximité géographique et culturelle.

- **Des échanges commerciaux importants : la France est le 1^{er} partenaire commercial de l'Espagne avec des échanges commerciaux de plus de 60 milliards d'euros par an (MEA).** Elle est son 2^e fournisseur et son 1^e client. Réciproquement, l'Espagne est le 3^e client de la France et se place en 5^e position de ses pays fournisseurs. Dans ces relations commerciales, la France est déficitaire.
- **Des investissements et implantations importants : la France est le 3^e investisseur étranger en Espagne**, le 1^e dans les services, et de nombreuses entreprises françaises de renom s'y étendent (Carrefour, Danone, Michelin, Renault, PSA ...).
- **Les Français en Espagne : la France est le 3^e pays émetteur de touristes à destination de l'Espagne** (INE) et 110.177 français y résident actuellement.

Tableaux 3 et 4: Les partenaires commerciaux de l'Espagne

Principaux clients de l'Espagne 2012 (biens)

	Pays	Exportations (Mds€)	Part
1	France	36,6	16,2%
2	Allemagne	23,9	10,6%
3	Italie	16,8	7,4%
4	Portugal	15,8	7,0%
5	Royaume-Uni	14,2	6,3%
6	Etats-Unis	9,0	4,0%
7	Pays-Bas	7,0	3,1%
8	Belgique	6,3	2,8%
9	Maroc	5,3	2,3%
10	Turquie	4,7	2,1%
	Total	226,1	100,0%

Principaux fournisseurs de l'Espagne en 2012 (biens)

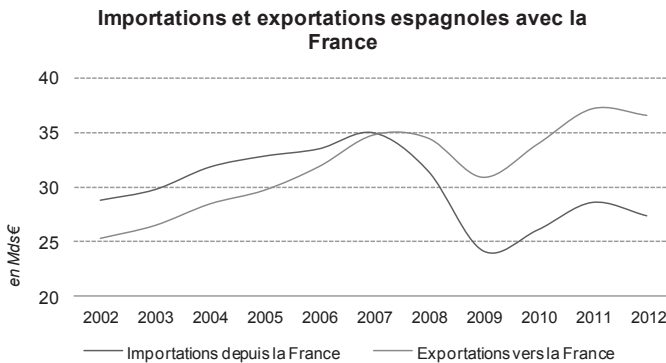
	Pays	Importations (Mds€)	Part
1	Allemagne	28,0	10,9%
2	France	27,4	10,6%
3	Chine	17,8	6,9%
4	Italie	16,1	6,3%
5	Pays-Bas	11,3	4,4%
6	Royaume-Uni	10,5	4,1%
7	Etats-Unis	9,9	3,8%
8	Portugal	9,0	3,5%
9	Russie	8,1	3,1%
10	Nigéria	7,1	2,8%
	Total	257,9	100%

Source : INE

2. Échanges commerciaux

Au cours des dix dernières années, les exportations françaises ont connu une forte baisse même si la France reste le 2^e fournisseur de l'Espagne, juste derrière l'Allemagne.

- Le solde commercial des échanges franco-espagnols est positif pour l'Espagne depuis 2007.
- Entre 2007 et 2012 les exportations espagnoles de biens vers la France sont passées de 34,8 à 36,6 milliards d'euros tandis que les importations espagnoles de biens depuis la France ont diminué de 35 à 27,4 milliards d'euros (INE).
- Le secteur automobile est l'une des sources croissantes de ce déficit commercial pour la France : il est le premier poste d'importations et d'exportations entre les deux pays et le solde commercial dans ce secteur est devenu déficitaire pour la France dès 2006 (MEA).



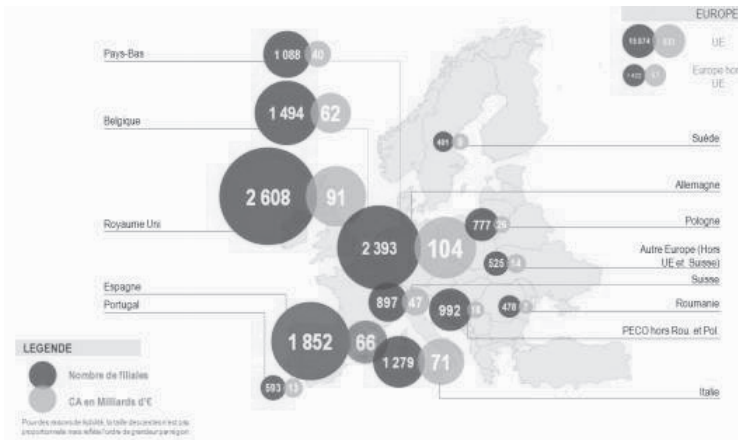
Source : INE

3. Investissements

On observe un volume important d'investissements croisés entre les deux pays.

- La France est le 3^e investisseur en Espagne, derrière le Royaume Uni et les États-Unis, avec 44,3 milliards d'euros investis dans le pays en 2012 (OCDE). Réciproquement l'Espagne est le 7^e pays investisseur en France en 2013 (MEA).
- Parmi les 20 plus grandes entreprises en Espagne figurent trois françaises : Carrefour, PSA et Renault.
- La France compte plus de 1.800 filiales en Espagne (INSEE).
- Les entreprises espagnoles elles, sont implantées sur plus de 1.600 sites en France et emploient environ 75 500 personnes.
- La France représente 14,4% des entreprises étrangères implantées en Catalogne, soit 59% des entreprises françaises en Espagne (Generalitat de Catalunya).

L'Espagne, une destination de choix pour les entreprises françaises : le 3^eme pays européen



4. Résidents français en Espagne

Avec 110.117 résidents en Espagne en 2013, la France occupe le 13^e rang en termes d'expatriés dans le pays.

Tableau 5 : Les résidents étrangers en Espagne en 2013

Pays d'origine	Nombre de résidents* en Espagne en 2013	Rang du pays en termes de résidents en Espagne en 2013
Roumanie	925.140	1
Maroc	888.937	2
Equateur	390.034	3
Colombie	270.335	4
Royaume-Uni	255.135	5
Italie	198.377	6
Chine	184.495	7
Bulgarie	179.621	8
Bolivie	159.564	9
Pérou	138.252	10
Portugal	135.149	11
Autres	134.214	12
France	110.117	13
République dominicaine	100.708	14
Argentine	93.075	15
Total	5.503.977	

Source : INE, Consejo general del notariado

* avec une carte de résidence en vigueur ou certificat de registre
Source : Ministère de l'emploi et de la sécurité sociale

Au regard du tourisme, avec plus de 9 millions de touristes français qui se sont rendus en Espagne en 2013, la France occupe la 3^e place des pays émetteurs de touristes à destination de l'Espagne, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Les français sont également à l'origine de 10,5% des achats de biens immobiliers par les étrangers en Espagne (en 2^e position derrière le Royaume-Uni), où 19,4% de ventes immobilières sont dues à des acheteurs étrangers (Consejo general del Notariado).

Tableau 6 : Tourisme et achats de biens immobiliers par pays d'origine

Pays d'origine	Nombre de touristes en Espagne en 2013	% des touristes en Espagne 2013	% des acheteurs étrangers de biens immobiliers en Espagne 2013
Royaume-Uni	14.327.277	23,6%	13,8%
Allemagne	9.854.760	16,2%	7,5%
France	9.525.432	15,7%	10,5%
Italie	3.251.019	5,4%	5,0%
Pays-Bas	2.617.460	4,3%	2,4%
Belgique	1.873.221	3,1%	6,9%
Suède	1.715.477	2,8%	4,9%
Portugal	1.670.545	2,8%	0,8%
Russie	1.581.785	2,6%	8,4%
Norvège	1.517.668	2,5%	3,7%
Suisse	1.487.256	2,5%	n.d.
Irlande	1.270.038	2,1%	1,1%
Etats-Unis	1.194.948	2,0%	1,0%
Danemark	984.707	1,6%	1,2%
Finlande	656.897	1,1%	n.d.
Autre	7132584	11,8%	
Total	60.661.074	100,0%	

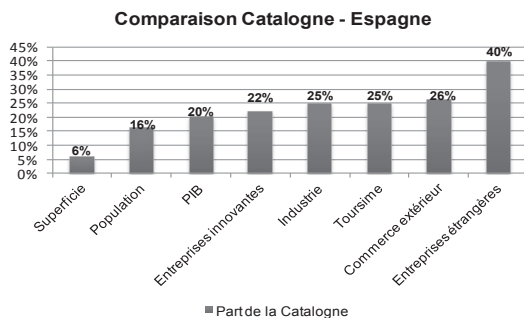
Source : INE, Consejo general del notariado

IV) RÉGION CATALOGNE

1. La Catalogne et l'Espagne

La Catalogne, avec un PIB de 192.5 millions d'euros en 2013 (INE), est la province la plus créatrice de richesse en Espagne, juste devant la région de Madrid : en 2013 ces régions représentaient respectivement 18,8 % et 17,9% du PIB national (INE).

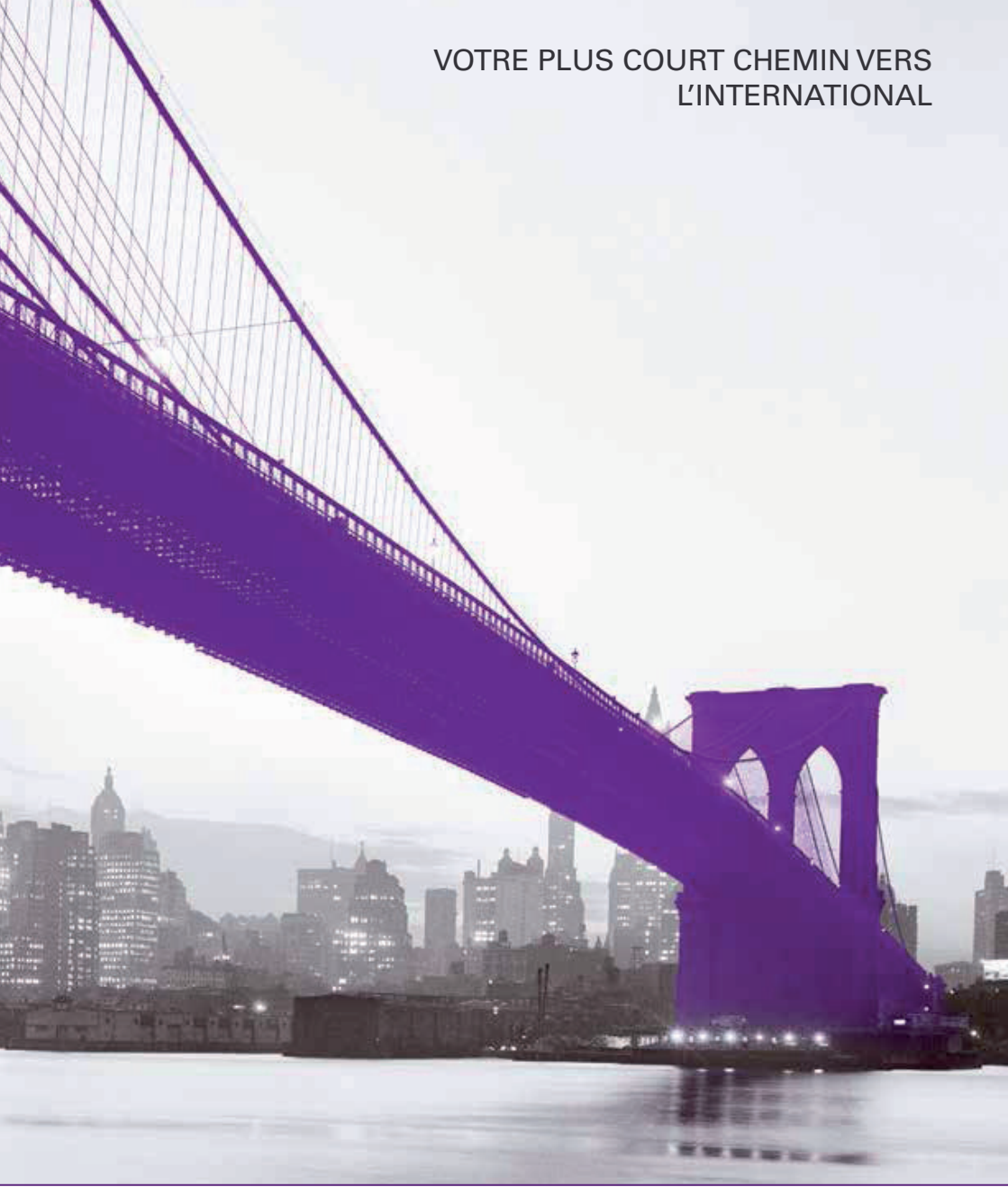
- Avec un PIB par habitant de 26 666 euros, la région occupe la 3^e place nationale au regard de la création de richesse par habitant.
- La région est également l'un des moteurs du commerce extérieur : elle représente 26% des exportations espagnoles et réunit sur son territoire 31% des entreprises exportatrices de l'Espagne (Generalitat de Catalunya).



Source : Generalitat de Catalunya

2. Environnement

- **La Catalogne est une région fortement internationalisée** : 5.600 multinationales y sont présentes. Les entreprises étrangères représentent 2% du secteur industriel, 23% de l'emploi industriel et 43% des exportations (Generalitat de Catalunya)
- **La Catalogne est le leader espagnol dans de nombreux secteurs** : la chimie (45% de la production espagnole), la pharmacie, l'agroalimentaire (1^e cluster européen avec plus de 3.500 entreprises) et l'automobile (Generalitat de Catalunya).



VOTRE PLUS COURT CHEMIN VERS
L'INTERNATIONAL

Issu des Banques Populaires, premier groupe bancaire des PME en France, Pramex International, filiale de BPCE International et Outre-mer, est le leader français du conseil en implantation internationale et en transactions dédié aux entreprises de taille moyenne et intermédiaire, numéro 1 sur la gestion de filiales étrangères de PME et ETI.

 **PRAMEX**
INTERNATIONAL

 **GROUPE BPCE**

www.pramex.com



Entrepreneurs, Investissons pour notre avenir !

“ Et si l'on vous offrait la possibilité de préparer votre retraite, transmettre aisément votre patrimoine à vos enfants, sans soucis de gestion, avec des locataires qui s'engagent à louer votre bien pendant au moins 9 ans ou 12 ans fermes ? „



Comment ?

Prenons contact

En vous créant un patrimoine immobilier pérenne et de haute qualité :

- ✓ **Uniquement** en immobilier d'entreprise
- ✓ **Uniquement** avec des locataires de premier ordre
- ✓ **Uniquement** avec des baux de longues durées



www.brilhac.com

Chefs d'entreprises,

Nous sommes à vos côtés pour créer, gérer et développer votre patrimoine immobilier.

Parce-que nous avons tous le droit à un patrimoine de qualité.

Quelques Chiffres :

- > Près de **200.000.000** : le montant en euros d'investissement réalisé depuis 6 ans
- > **48** : le nombre d'immeubles acquis en 6 ans
- > Plus de **500** : le nombre de clients qui nous font confiance pour la création de leur patrimoine immobilier

A bientôt, Toute l'équipe Brilhac



3, rue de Brilhac 35000 Rennes
Tél.: 02 99 79 06 07 - Fax: 02 99 78 11 60
patrimoine@brilhac.com

(5e étage)
101, Avenue des Champs Élysées 75008 Paris
Tél.: 01 56 52 90 93 - Fax: 01 56 52 90 94

SAS au capital de 168 000,00€
RCS Rennes 442 536 074
APE 6430 Z - Siret 442 536 074 00010



www.brilhac.com

VOUS AUSSI

BOOSTEZ VOS ÉCHANGES



DÉPARTS DE RENNES

LONDRES	1h15
BARCELONE	1h35
MARSEILLE	1h20
LYON	1h20
TOULOUSE	1h10
NICE	1h40
SOUTHAMPTON	1h05

Départs sur rennes.aeroport.fr



Au départ de Rennes, en moins d'1h40 de vol, vous êtes à Londres, Barcelone, Southampton, Marseille, Lyon, Toulouse, Paris ou Bordeaux. Et en moins de 4 heures, vous êtes à Amsterdam, Dublin, Berlin, Bologne, Rome, Francfort, Genève, Milan...
Imaginez le temps de gagné ! Et le temps... enfin, vous connaissez la suite...

Réservez vite votre vol sur : www.rennes.aeroport.fr



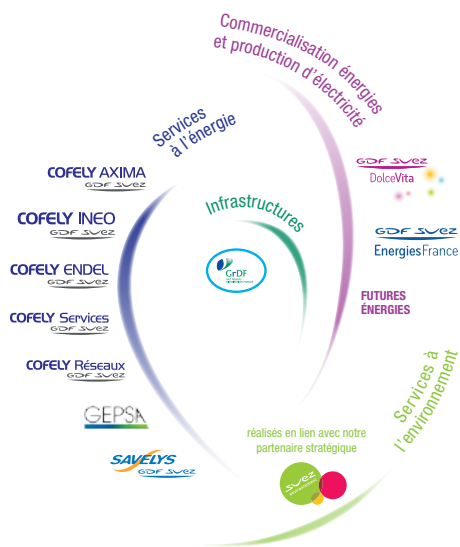
Un aéroport
du Conseil régional
de Bretagne



GDF SUEZ

ÊTRE UTILE AUX HOMMES

En Bretagne, un Groupe
et ses filiales au service
du développement régional



- L'industrie a un poids très important en Catalogne : elle représente 20,6% de son PIB, derrière les services dont la part s'élève à 75% (Generalitat de Catalunya).
- La région dispose d'un réseau complet de transport multimodal intégré : ports et aéroports internationaux, train à grande vitesse et autoroutes. Elle offre également un réseau complet de parcs technologiques et scientifiques.

Tableau 7: Panorama des communautés autonomes

Communautés Autonomes	PIB 2013 (M€)	% PIB Espagne	PIB par habitant en 2013 (€)	Taux chômage au T4 2013	Endettement 2013 (M€)	% PIB CCAA
Catalogne	192.545	18,9%	26.666	22,3%	57.146	29,7%
Madrid	183.292	18,0%	28.915	21,0%	22.104	12,1%
Andalousie	138.301	13,5%	16.666	36,3%	23.898	17,3%
Communauté de Valence	97.333	9,5%	19.502	27,9%	31.884	32,8%
Pays Basque	62.780	6,2%	29.959	15,8%	8.225	13,1%
Galice	55.204	5,4%	20.399	22,0%	9.131	16,5%
Castille et León	53.479	5,2%	21.879	22,0%	8.183	15,3%
Canaries	40.299	3,9%	18.873	33,2%	5.281	13,1%
Castille - La Manche	35.989	3,5%	17.780	29,2%	11.343	31,5%
Aragon	32.258	3,2%	24.732	20,6%	5.369	16,6%
Murcie	26.350	2,6%	17.901	29,0%	5.543	21,0%
Iles Baléares	26.061	2,6%	23.446	22,9%	6.586	25,3%
Asturies	21.421	2,1%	20.591	22,3%	3.052	14,2%
Navarre	17.557	1,7%	28.358	16,8%	3.101	17,7%
Estrémadure	16.200	1,6%	15.026	32,3%	2.630	16,2%
Cantabrie	12.385	1,2%	21.550	20,1%	2.178	17,6%
La Rioja	7.765	0,8%	25.277	20,1%	1.143	14,7%

Source : INE

3. Barcelone

Capitale de la Catalogne, Barcelone en est également le cœur économique, territoire attractif et compétitif dans l'environnement européen.

- 1^{er} du classement des meilleures villes européennes en termes de qualité de vie pour les salariés (Generalitat de Catalunya).
- 2^e région d'Europe du Sud pour l'attraction des investissements étrangers (FDI Intelligence, 2012).
- 4^e ville la plus visitée en Europe et la 16^e au monde (Generalitat de Catalunya).
- Un des 10 sites d'implantation les plus attractifs au monde (KPMG 2013).
- Zone d'activités logistiques de 259 ha, leader en Europe du Sud.

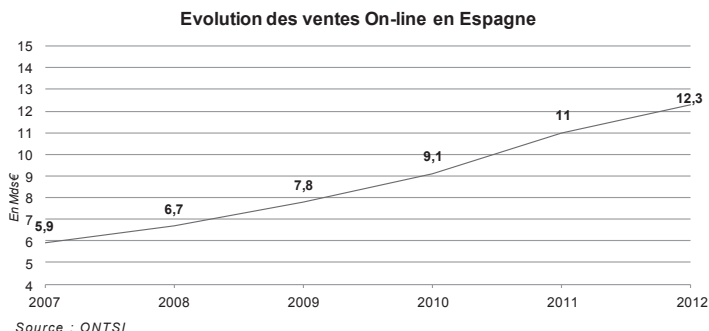
V) BUSINESS & AFFAIRES

1. Secteurs d'opportunités

1.a. Le e-commerce

Entre 2005 et 2011 la croissance du marché du e-commerce a tourné autour de 35% et de 2011 à 2012 le volume des ventes on-line a augmenté de près de 13,4% pour atteindre plus de 12 milliards d'euros (« Le marché du e-commerce en Espagne 2014 », Chambre de commerce Franco-espagnole).

On observe également l'émergence d'un nouveau phénomène, le « m-commerce » (commerce sur mobile) pour lequel l'Espagne est l'un des pays pionnier en Europe.



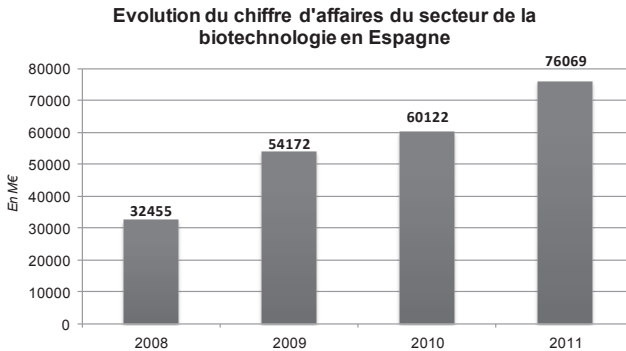
1.b. Les biotechnologies et la pharmacie

Le secteur de la biotechnologie représente 7,5% du PIB espagnol, un chiffre proche de ceux atteints par des secteurs historiquement forts en Espagne, comme le tourisme ou l'automobile (Invest in Spain).

Trois régions concentrent la moitié des entreprises de biotechnologie: la Catalogne avec 18,5% des entreprises, Madrid avec 15,5% et l'Andalousie avec 13% (Invest in Spain).

Le secteur de la pharmacie est quant à lui le secteur leader en termes de dépenses en R&D : il représente 19% des dépenses privées en R&D du pays et 12% de l'emploi en R&D (Invest in Spain).

- Plus de 3.000 entreprises évoluent dans ce secteur, dont 660 en activité directe (Invest in Spain).
- 25% des entreprises du secteur sont en Catalogne, soit 44% de la production pharmaceutique espagnole et 3,5% de la production européenne (Generalitat de Catalunya).



Source : Invest in Spain 2014

1.c. Les énergies renouvelables

Le secteur de l'environnement espagnol représente 3,2% du marché mondial, 4,8% du marché européen et 0,9% du PIB espagnol avec une valeur d'environ 11 milliards d'euros (Invest in Spain). Le pays occupe la 3^e place mondiale et la 1^e en Europe pour les certifications ISO 14001 avec plus de 16 500 entreprises certifiées.

- 2 000 PME qui emploient 500 000 personnes évoluent dans ce secteur (Invest in Spain).
- L'Espagne est le 1^e producteur d'eau désalinisée en Europe avec plus de 700 usines de désalinisation sur son territoire. Son expertise dans la construction de ces usines est internationalement reconnue (Invest in Spain).

1.d. L'aéronautique

L'Espagne est aujourd'hui la 5^e puissance européenne dans le domaine aérospatial (Invest in Spain). Elle est engagée dans de grands projets civils, militaires et spatiaux (A380, Embraer, Galileo...). L'industrie aérospatiale joue un rôle primordial dans la reprise économique et connaît, malgré la conjoncture économique, une croissance continue.

- Un chiffre d'affaires de 6,9 milliards d'€ en 2012 (Invest in Spain).
- 11% du chiffre d'affaires du secteur est investi en R&D, soit 737 millions d'euros (Invest in Spain).
- Premier centre Boeing de R&D en dehors des Etats-Unis.
- Séville, 3^e pôle de l'industrie aéronautique européenne après Toulouse et Hambourg.

1.e. L'automobile

2^e producteur automobile européen, 11^e mondial en 2013 : le secteur automobile joue un rôle important dans l'économie espagnole, représentant 10 % du PIB et 17,7% de ses exportations (Invest in Spain).

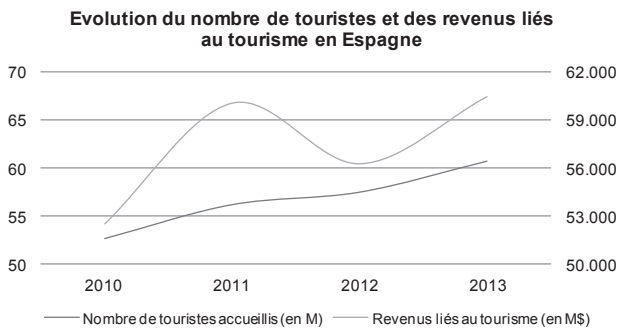
L'industrie automobile génère ainsi environ 300 000 emplois directs et près de 2 millions d'emplois indirects et s'appuie sur un réseau de sous-traitants qualifiés et très compétitifs (Invest in Spain).

- 25 milliards d'€ d'exportations en 2013, soit un véhicule sur neuf produits en Espagne et une augmentation de 8,7% (Invest in Spain).
- Plan « 3 millions de véhicules » : volonté de produire 1 million de véhicules supplémentaires.
- 34 centres technologiques dédiés à l'industrie automobile (Invest in Spain).
- L'industrie automobile est très présente en Catalogne où elle représente 9,7% du PIB (Generalitat de Catalunya).

1.f. Le tourisme

3^e destination mondiale en nombre de touristes accueillis en 2013, 2^e pays pour les recettes commerciales, l'Espagne est indéniablement une puissance touristique (UNWTO 2014). Le secteur représente en effet 10,8 % du PIB espagnol et emploie environ 12% de la population active (INE). C'est un secteur actuellement en restructuration afin d'évoluer vers un tourisme plus durable, moins dépendant des saisons et qui développe le marché intérieur. Avec le plan « Turismo 2020 » les priorités sont désormais l'innovation et l'intégration des nouvelles technologies, l'intégration des préoccupations environnementales, l'accessibilité du tourisme et la mise en place d'une offre différenciée.

- 60,7 millions de touristes en 2013, soit une augmentation de 5,6% par rapport à 2012 (UNWTO 2014).
- 60,4 milliards d'euros de revenus en 2013, soit une augmentation de 7,4% par rapport à 2012 (UNWTO 2014).
- La Catalogne est la région d'Espagne la plus visitée des touristes étrangers : un touriste sur quatre en Espagne se rend dans cette région.



Source : UNWTO mai 2014

2. Environnement

2.a. Facilité des affaires

L'environnement espagnol est jugé positivement au regard de la facilité des affaires et des opportunités présentes.

- Coface attribue sa meilleure note (A1) à l'environnement des affaires en Espagne et note B le risque pays, notamment en raison des délais de paiements assez élevés.
- L'Espagne était à la 52^e place du classement Ease of Doing Business de la Banque Mondiale en 2014, avec un recul de 6 places par rapport à 2013. La France elle se situe à la 41^e place, après une chute de 12 places par rapport à 2013.

Tableau 8 : Classement Ease of Doing Business

Domaines	DB 2014 Classement	DB 2013 Classement	Variation dans le classement
Création d'entreprise	142	136	-6
Octroi de permis de construire	98	91	-7
Raccordement à l'électricité	62	71	9
Transfert de propriété	60	56	-4
Obtention de prêts	55	52	-3
Protection des investisseurs	98	95	-3
Paiements des impôts	67	33	-34
Commerce transfrontalier	32	35	3
Exécution des contrats	59	58	-1
Règlement de l'insolvabilité	22	20	-2

Source: Doing Business

2.b. Fiscalité

Le système fiscal espagnol est un système favorable pour les investisseurs étrangers et les activités de R&D.

- Selon le rapport Invest in Spain, l'Espagne est le second système fiscal le plus favorable pour la R&D parmi les pays de l'OCDE, grâce aux primes qu'elle attribue pour cette activité.
- Toutes les communautés autonomes ont un système de primes à la création d'activités pour favoriser le développement des affaires.
- Le taux d'imposition des sociétés est favorable pour les PME : il est de 25 ou 30% selon le chiffre d'affaires, soit des taux inférieurs à ceux pratiqués aux Etats-Unis ou à la moyenne des taux des pays de l'OCDE (Invest in Spain).

- Les déductions fiscales sont également attractives de même que le système fiscal pour les travailleurs étrangers (taux fixe de 24,75%, Invest in Spain).

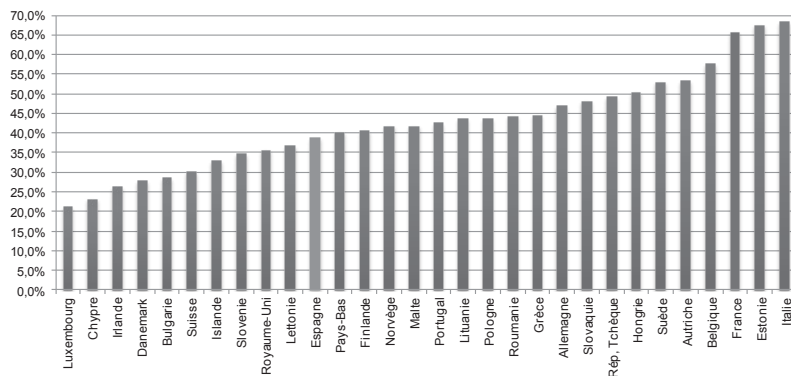
Tableau 9 : Comparaison France-Espagne

	Espagne	France
TVA	Taux général : 21% Taux réduit : 10% Taux super réduit : 4% (produits 1ere nécessité, enseignement)	Taux général : 20% Taux intermédiaire: 10% Taux réduit : 5.5%
Impôt sur les sociétés	CA groupe < 5M€ et - de 25 salariés : 20%* CA groupe < 10M€ : 25%** CA groupe > 10M€ : 30% CA non groupe: 15% jusqu'à 300K€ de bénéfiques, 20% pour le reste *jusqu'à 300K€ de bénéfiques, 25% pour le reste **jusqu'à 300K€ de bénéfiques, 30% pour le reste	CA > 7,63M€ : 33,33% CA < 7,63M€ : 15% jusqu'à 38.120€ de bénéfiques, puis 33,33% sur le reste si le capital a été versé par les associés, et est détenu à 75% par des personnes physiques
Charges patronales	En moyenne 31% Plafonnement à 3597 €/mois	42% du super brut Pas de plafonnement
Salaire moyen brut	1.634 €	2.830 €
Temps de travail mensuel	Environ 139 h	Environ 129 h
Coût horaire moyen	Environ 21€/h	Environ 35,6 €/h
SMIC Brut	752,85 €	1.445,38€
Fléxibilité du travail	Plus grande souplesse dans les procédures de licenciement en Espagne qu'en France	
Indemnités légales de licenciement	Procédure simplifiée: les indemnités passent de 45 jours à 33 jours par année travaillée, dédommagement limité à 24 mois quelque soit l'ancienneté	1/5e de mois de salaire par année d'ancienneté + 2/5e au delà de 10 ans

Source : Eurostats, INSEE, INE, Pramex, gouvernement

Comparativement à l'ensemble de l'Union Européenne, l'Espagne apparait comme un pays avec une charge fiscale modérée, qui représente environ 32,4% du PIB (Invest in Spain). Elle se situe bien avant la France qui se classe dans les trois pays au taux d'imposition total le plus élevé en Europe.

Taux d'imposition total par pays européen



Source : Etude PWC « Paying taxes 2013 »

2.c. Travail

La faiblesse du coût du travail en Espagne, associée à une productivité forte des travailleurs, rendent attractive la main d'œuvre espagnole.

- Les indemnités salariales en Espagne (salaires et cotisations sociales) sont plus faibles que dans la majorité des économies européennes (Invest in Spain).
- Avec la crise, un nouveau système d'incitation à l'emploi a été mis en place : pour chaque personne employée et formée, les entreprises bénéficient d'une réduction de leur cotisation à la sécurité sociale pour cet employé.
- La durée de travail est de 40 heures par semaine (plus qu'en France), avec 1,5 jours de repos. Les espagnols disposent de 30 jours de congés maximum par an (inférieur à la France).

Au niveau des contrats, il existe comme en France les CDI et les CDD (très pratiqués en Espagne).

- Pour les hauts cadres, les contrats sont plus souples : ils peuvent être interrompus sans raison, avec notification minimum 3 mois à l'avance.
- Il existe également des contrats pour favoriser les CDI : ils sont applicables aux travailleurs inscrits dans un bureau de service pour l'emploi et qui remplissent certains critères (âge, sexe, handicap, chômage long...).

Tableau 10: Les différents types de CDD en Espagne

Les différents types de CDD	
Contrat pour une tâche ou un service indéterminé	Max 3 ans renouvelable 12 mois (si le délai est dépassé le travailleur est considéré comme à durée indéterminée). Fin du contrat: indemnisation de 11 jours de salaire par année de service si le contrat est signé après le 1er janvier 2014, 12 s'il est signé après le 1er janvier 2015.
Contrat du aux circonstances de production	Max 6 mois (si le délai est dépassé le travailleur est considéré comme à durée indéterminée). Fin du contrat: indemnisation proportionnelle aux 12 jours de salaire par année de service.
Contrat d'interim	Indiquer dans le contrat le nom du travailleur remplacé et la cause de son remplacement.
Contrat de stage	Min 6 mois, max 2 ans renouvelable deux fois avec une limite de deux ans à chaque fois et un minimum de 6 mois. Salaire min : 60% ou 75% du salaire fixé dans la convention pour un travailleur qui aurait le même poste ou un équivalent.

Source: *Servicio Público de empleo estatal*

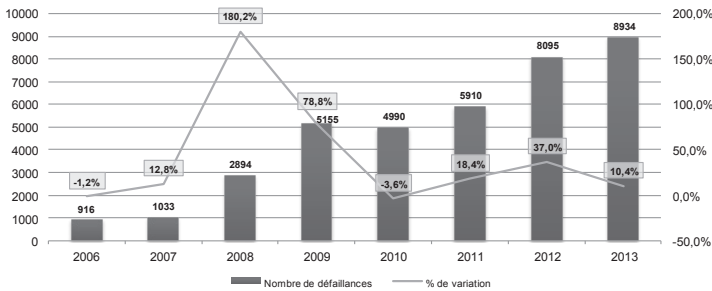
2.d. Autres

Risque d'insolvabilité des entreprises

Avec la crise, le nombre de défaillances des entreprises en Espagne a augmenté de façon dramatique.

- Dans ce contexte, le niveau de défaillances des PME demeure préoccupant puisqu'elles représentent 31% de l'ensemble des défaillances d'entreprises du pays en 2013 (Coface).
- D'après les prévisions de Coface pour l'Espagne, sous hypothèses d'un léger rebond de la consommation, d'une progression significative des exportations de biens et d'une stagnation du coût de la main d'œuvre dans la construction, les défaillances des PME devraient diminuer d'au moins 13% en 2014.

Evolution des défaillances d'entreprises en Espagne entre 2006 et 2013



Source : Coface

Infrastructures

L'Espagne bénéficie d'infrastructures développées qui participent au climat globalement porteur des affaires.

- L'Espagne possède le 1^e réseau ferré européen, le 3^e mondial (Invest in Spain).
- 47 aéroports, dont les hubs de Madrid et Barcelone, sont présents sur le territoire.
- 3 ports espagnols sont parmi le Top 15 des ports de containers mondiaux (Invest in Spain).

Spécificités locales de la pratique des affaires

La pratique des affaires en Espagne nécessite de prendre en compte quelques spécificités locales.

- **Les pratiques sont plus flexibles** : les espagnols font preuve de moins de formalité, les relations sont très personnelles (il n'est pas rare de tutoyer son interlocuteur).
- **Les délais et les horaires sont plus souples** : la ponctualité n'est pas toujours de mise et il faut donc savoir faire preuve d'une certaine flexibilité horaire (il en va de même pour les délais). De plus les horaires sont différents en Espagne : les bureaux ouvrent de 9h jusqu'à 14h puis de 15h à 19h et sont ouverts au public seulement le matin (banques et administrations notamment).
- **Les différences entre régions sont très importantes** : il existe différentes langues régionales (le basque, le galicien, le valencien et le catalan) et les espagnols locaux y sont très attachés, même si le castillan est globalement parlé dans toute l'Espagne. Les différences culturelles sont plus ou moins importantes selon les régions : les régions du Nord-est de l'Espagne, plus tournées vers l'Europe ont un modèle de management d'entreprise plus anglo-saxon alors que les régions du Sud ont un modèle plus traditionnel.

Acteurs à connaître

- **Le Registre du Commerce (Registro Mercantil)** : les entreprises ont l'obligation de s'y inscrire. Il permet la légalisation des livres des entreprises (comptes annuels et inventaire, journal) et désigne des experts indépendants et des auditeurs de comptes et dépôts.
- **Le notaire** : il délivre une écriture juridique qui est nécessaire pour tout acte de création d'une société. Le montant des prestations est fixe et les frais notariaux en Espagne sont, après le Portugal, les moins chers d'Europe.

3. S'implanter en Espagne

3.a. Création de structure

La création d'une structure comme méthode d'implantation dans le marché espagnol offre plusieurs possibilités, chacune présentant ses avantages et inconvénients.

Tableau 11 : les différents types de structures en Espagne

	Succursale	SA	Filiale	SL
Nature juridique	Il s'agit d'un « établissement secondaire » doté d'une représentation permanente et d'une certaine autonomie de gestion. N'a pas de personnalité morale distincte. La maison mère répond de l'intégralité du passif.	Entité juridique indépendante généralement contrôlée par la société mère dotée de la personnalité morale. Libre transmissibilité des actions, sauf restrictions éventuelles à préciser lors de la constitution. Possibilité d'émettre des obligations et autres titres négociables.	Entité juridique indépendante généralement contrôlée par la société mère dotée de la personnalité morale. Capital divisé en parts sociales obligatoirement nominatives. Responsabilité limitée aux actifs investis.	
Particularité de la création de l'entité	N'est pas dotée d'un capital social mais d'un apport déterminé par la maison mère.	Capital social min : 60.000€ dont 25% libérés à la constitution et le reste dans les 5 ans.	Capital social min : 3.000€ entièrement libéré. Possibilité d'apports en nature. Capital divisé en parts sociales obligatoirement nominatives.	
Gouvernance	Nomination d'un représentant légal.	Nomination d'un ou plusieurs administrateurs. Possibilité de constituer un comité exécutif. Convocation d'une Assemblée Générale au moins une fois par an pour approuver les comptes (procès verbal). Formation d'un Conseil d'Administration obligatoire à partir de 3 administrateurs.	Nomination d'un ou plusieurs administrateurs (max : 12). Idem SA peuvent cependant bénéficier de régimes simplifiés et d'une dispense de certification des comptes.	
Avantages, Inconvénients, Remarques	La gestion administrative ainsi que les obligations comptables, fiscales et sociales sont quasi identiques à celle d'une filiale. Absence d'avantages fiscaux intéressants donc peu utilisée par les investisseurs étrangers. Statut plus répandu pour les établissements financiers.	Le statut de SA est un gage de crédibilité envers les banques et partenaires commerciaux. Apport de capital et coût de création plus important que pour la SL.	Forme juridique la plus répandue en Espagne. L'apport faible en capital social et le caractère limité de la responsabilité offrent une protection relative quant aux actifs de la société. Gestion administrative légèrement simplifiée.	

Source : informations publiques officielles

Dans le cas de la création d'une structure type SL, la procédure se décline en plusieurs étapes :

- Vérifier la disponibilité de la dénomination sociale** : cela se fait auprès du Registre du Commerce central. Cette procédure, qui coûte environ 25 euros, délivre un certificat négatif de la dénomination d'une validité de 3 mois.
- Obtenir son numéro d'identification fiscale (NIE)** : le formulaire est disponible en ligne et nécessite les papiers d'identité du demandant, la preuve de l'existence de la personne juridique et du pouvoir de représentation. Le délai d'obtention pour le NIE va de 1 jour en Espagne à 4 mois depuis l'étranger.
- Obtenir les identifiants fiscaux du représentant, des associés et de la société en constitution** : pour cela il faut effectuer la traduction assermentée des statuts, KBis, des pouvoirs et des PV de décisions de création. Cette traduction se fait auprès de sociétés de traductions assermentées et les identifiants s'obtiennent au centre des Impôts. Les frais de traduction varient entre 200 et 1.500 € pour un délai d'obtention de 7 jours.

4. **Créer un compte bancaire et apporter le capital social** : il faut le faire auprès d'une banque commerciale en Espagne et déposer le capital social nécessaire à la constitution de la société. Des frais bancaires sont à prévoir.
5. **Réaliser l'écriture publique de la constitution devant un notaire public espagnol** : cela permet de délivrer l'acte authentique (sous 3 jours). Doivent être apportés le certificat de disponibilité de la dénomination, les statuts, la preuve du versement du capital social et les identifiants fiscaux de la maison mère et de l'entité à créer. Il faut également prévoir des frais notariaux.
6. **Déposer l'écriture publique au Ministère de l'Economie et des Finances de la communauté autonome du lieu d'implantation de la société** : cela doit être fait dans les 30 jours qui suivent l'obtention de l'écriture publique.
7. **S'inscrire au Registre du Commerce** : l'inscription détermine la pleine capacité juridique de la société. Les documents à fournir sont l'écriture publique de la constitution, le NIF de l'entité et le certificat du paiement de l'ITP. L'inscription se fait auprès du Registre du Commerce de la province du domicile social et coûte entre 200 et 150 euros.

3.b. Acquisition

En fonction des caractéristiques du secteur, l'acquisition d'une entreprise déjà implantée peut permettre d'outrepasser les lenteurs d'une implantation par création d'une entité ainsi que bénéficier d'une base opérationnelle déjà en place et intégrée sur le marché en question.

En Espagne les informations sur les entreprises sont fiables et facilement accessibles car toutes publiquement disponibles. L'acquisition d'entreprises dans certains secteurs peut nécessiter une autorisation spécifique de l'administration mais celle-ci n'est généralement pas un fardeau.

- **Acquisition d'une société « ya constituada » ou déjà constituée** : ces sociétés disposent du capital social minimum légalement exigé, des statuts standards et sont inscrites au Registre du Commerce. Elles n'exercent aucune activité, leur seul but étant d'être vendues. La formalisation de la vente s'effectue devant un notaire public qui doit également produire une déclaration de titularisation réelle identifiant les personnes responsables en dernier ressort. Une déclaration de changement de propriétaire ou de perte de l'unipersonnalité doit également être faite devant notaire. Toutes les modifications statutaires doivent être inscrites au Registre du Commerce.
- **Acquisition d'une société opérationnelle** : deux méthodes peuvent être employées par l'acquéreur: l'achat d'actions ou de participations dans l'entreprise ou l'achat de ses actifs. L'acquisition des actions ou actifs n'est pas assujettie à l'impôt pour l'acheteur et la taxation des plus-values éventuelles dépendra du statut du vendeur (taux d'imposition de 27 ou 30% selon sa qualité de personne physique ou de société). Cette acquisition des actifs entraîne le transfert de propriété : tous les changements induits doivent donc être communiqués au Registre du Commerce et inscrits au BORME. L'acquisition ne devient effective qu'un mois après l'annonce auprès du BORME.

- **Les étapes de l'acquisition d'une entreprise** : elles sont dans l'ordre chronologique : la définition des critères d'investissement et du profil de la cible recherchée, l'identification des opportunités et la prise de contact avec les entreprises identifiées, l'analyse de la valeur et de l'évolution financière de l'entreprise, la négociation avec les dirigeants de l'entreprise cible, la signature de la « carta de intención » et la due diligence (vérification des comptes...), et enfin la signature du contrat de vente.

3.c. Gouvernance d'entreprise

98% des entreprises en Espagne prennent la forme d'une SL (société à responsabilité limitée), le reste étant essentiellement des SA (sociétés anonymes). Ces deux types d'entreprises sont régis par le code du commerce, la loi sur les sociétés européennes de 2005 et le Registre du Commerce. Chaque entreprise possède ensuite son propre règlement intérieur qui détermine le fonctionnement du management de l'organisation, le nombre de directeurs (ou un minimum et maximum), son système de rémunération s'il y en a (pas obligatoire).

La gouvernance de ces entreprises peut ensuite prendre plusieurs formes : un ou plusieurs administrateurs ou un conseil d'administration qui doit présenter un président et un secrétaire.

- **L'élection des administrateurs** : elle se fait par vote à majorité simple des actionnaires lors d'une réunion officielle.
- **L'administrateur peut être un employé de l'entreprise et n'a pas nécessairement besoin de posséder des actions dans l'entreprise, sauf si cela est mentionné dans le règlement intérieur.**
- **La durée du mandat de l'administrateur** : dans une SA elle est limitée à 6 ans mais un administrateur peut être réélu plusieurs fois. Dans une SL, il n'y a pas de limite.
- **Obligations de l'administrateur** : il doit dresser, dans les trois mois de la fin de l'année fiscale, les états financiers de l'entreprise afin de les soumettre à l'approbation des actionnaires lors de la réunion annuelle. Dans le mois qui suit l'approbation, les états financiers doivent être déposés auprès du Registre du Commerce. En cas de non respect de ces devoirs, c'est la responsabilité civile de l'administrateur qui est engagée.

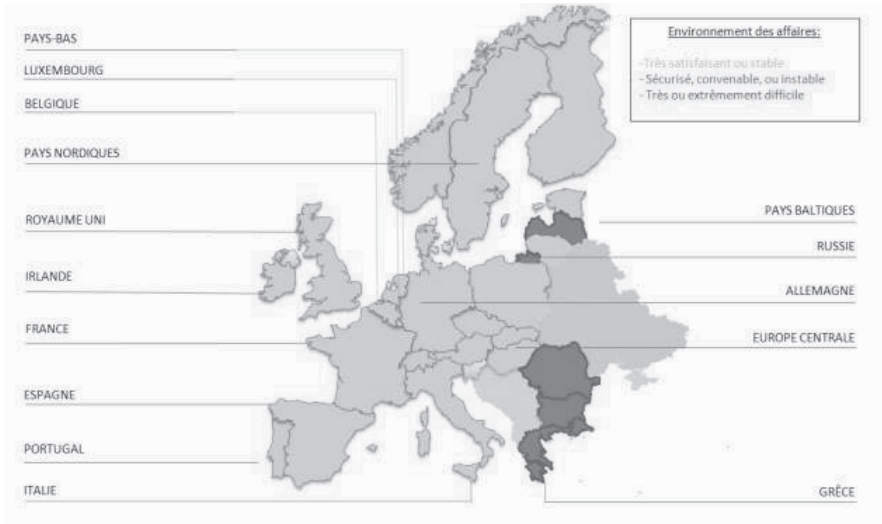
ANNEXES

Annexe 1 :
Tableau de bord Espagne FMI 2014

Demand and supply in constant prices										
Gross domestic product	-0.2	0.1	-1.6	-1.2	1.2	1.6	1.7	1.8	1.9	2.0
Private consumption	0.2	-1.2	-2.8	-2.1	1.6	1.3	1.3	1.6	1.6	1.7
Public consumption	1.5	-0.5	-4.8	-2.3	-1.0	-0.7	-0.7	-0.4	0.0	0.6
Gross fixed investment	-5.5	-5.4	-7.0	-5.1	-0.5	2.1	2.1	2.3	2.3	2.4
Construction investment	-9.9	-10.9	-9.7	-9.6	-5.9	-0.3	0.8	1.4	1.8	2.2
Machinery and equipment	5.0	5.5	-3.9	2.2	7.2	5.4	4.3	3.8	3.2	2.7
Total domestic demand	-0.6	-2.0	-4.1	-2.7	0.7	1.0	1.0	1.4	1.4	1.6
Net exports (contribution to growth)	0.4	2.1	2.5	1.5	0.5	0.5	0.7	0.5	0.6	0.4
Exports of goods and services	11.7	7.6	2.1	4.9	4.7	5.1	5.3	5.1	4.9	4.9
Imports of goods and services	9.3	-0.1	-5.7	0.4	3.6	3.9	3.7	4.1	3.9	4.3
Savings-Investment Balance (percent of GDP)										
Gross domestic investment	22.2	20.7	19.2	17.7	17.3	17.3	17.4	17.4	17.5	17.5
Private	18.2	17.8	17.5	16.2	15.8	15.8	15.8	15.8	15.7	15.7
Public	4.0	3.0	1.7	1.5	1.5	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8
National savings	17.7	17.0	18.0	18.5	17.9	18.0	18.4	18.6	19.0	19.2
Private	22.3	22.4	22.5	23.4	22.1	21.3	20.6	19.9	19.4	19.2
Public	-4.6	-5.4	-4.5	-4.9	-4.2	-3.2	-2.2	-1.3	-0.5	0.0
Foreign savings	4.5	3.7	1.2	-0.8	-0.6	-0.7	-1.1	-1.2	-1.5	-1.7
Household saving rate (percent of gross disposable income)	13.9	12.6	10.3	10.4	10.3	10.1	10.1	10.1	10.1	10.1
Private sector debt (percent of GDP)	295	282	270	255	243	238	235	231	227	223
Corporate debt	203	192	182	172	170	168	166	164	161	158
Household debt	92	90	88	83	73	71	69	68	66	65
Credit to private sector	0.8	-3.2	-9.9	-10.2	-1.3	-0.8	1.3	1.3	1.0	1.0
GDP per capita	-0.6	-0.3	-1.7	-0.9	1.7	2.1	2.2	2.4	2.5	2.6
Working-age population (15-64 years old)	-0.2	-0.2	-0.4	-1.0	-1.3	-1.2	-1.0	-1.0	-1.1	-1.0
Potential output growth	0.3	0.1	-0.1	-0.2	0.3	0.6	0.8	0.9	1.0	1.1
Output gap (percent of potential)	-3.4	-3.4	-4.9	-5.9	-5.1	-4.2	-3.4	-2.5	-1.7	-0.8
Prices										
GDP deflator	0.1	0.0	0.0	0.6	-0.1	0.8	1.0	1.1	1.4	1.4
HICP (average)	2.0	3.1	2.4	1.5	0.1	0.8	1.0	1.1	1.3	1.4
HICP (end of period)	2.9	2.4	3.0	0.3	0.3	0.8	0.9	1.2	1.4	1.4
Employment and wages										
Unemployment rate (percent)	19.9	21.4	24.8	26.1	24.9	23.8	22.6	21.4	20.1	18.7
Labor productivity	2.2	2.3	3.3	2.3	0.9	0.8	0.5	0.6	0.4	0.4
Labor costs, private sector	0.8	2.8	1.1	0.3	0.4	0.4	0.6	1.1	1.3	1.4
Employment growth	-2.0	-1.6	-4.3	-2.8	0.2	0.8	1.2	1.2	1.5	1.6
Labor force growth	0.4	0.3	0.0	-1.1	-1.4	-0.7	-0.4	-0.3	-0.2	-0.1
Balance of payments (percent of GDP)										
Trade balance (goods)	-4.6	-4.2	-2.7	-1.1	-1.3	-1.0	-0.4	-0.1	0.3	0.6
Current account balance	-4.5	-3.7	-1.2	0.8	0.6	0.7	1.1	1.2	1.5	1.7
Net international investment position	-89	-91	-93	-98	-96	-92	-88	-83	-79	-73
Public finance (percent of GDP)										
General government balance	-9.6	-9.1	-6.8	-6.6	-5.7	-4.7	-3.8	-2.9	-2.2	-1.8
Primary balance	-8.0	-7.5	-8.0	-4.1	-2.7	-1.6	-0.7	0.2	0.9	1.3
Structural balance	-8.1	-7.6	-5.2	-4.0	-3.5	-2.9	-2.3	-1.8	-1.5	-1.4
General government debt	62	70	86	94	99	101	102	102	101	100

Annexe 2 :

Carte de l'environnement des affaires en Europe : un environnement stable



Source : Coface

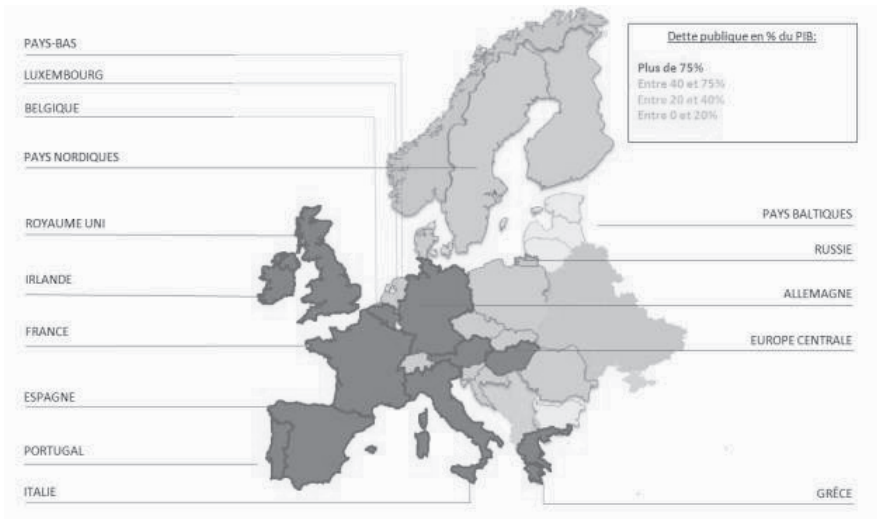
Annexe 3 :

Carte du risque de défaillance des entreprises en Europe : un risque en hausse

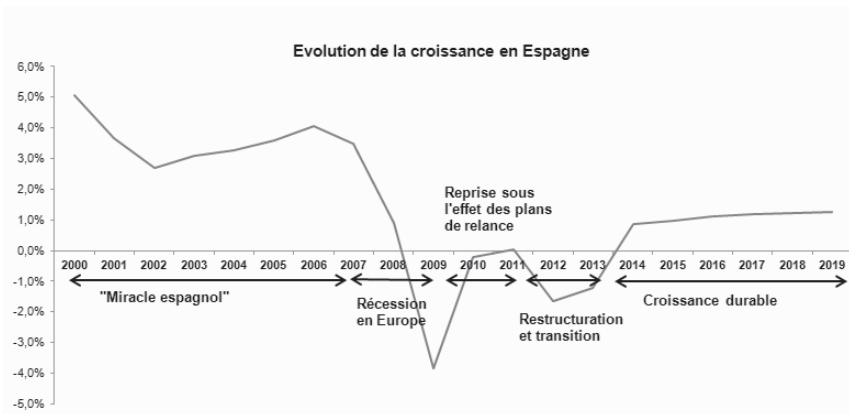


Source : Coface

Annexe 4 :
Carte des dettes publiques en Union Européenne : une dette forte à l'Ouest



Annexe 5 :
Evolution historique de la croissance du PIB en Espagne 2000-2019



UNION DES
ENTREPRISES

L'entreprise, c'est la vie

UE35

Juridique
Proximité
Informer
Social
Rassembler
Lobbying
Ecouter
Mandats
Partage
Soutien
Imaginer

au coeur des réseaux entreprises

Sociétal
Développement
Durable
Ressources Humaines
Représenter
International
Echanges
Territoire
Servir
Environnement
Agir
Gérer

www.ue35.fr



WORLD TRADE CENTER® RENNES BRETAGNE



Le World Trade Center Rennes Bretagne est un **“one-stop business shopping center.”**

Il permet la mise en relation de 750 000 membres dans plus de 90 pays.

Votre entreprise y trouvera une solution adaptée et sur mesure à chaque étape de son développement international :

- Services d'accompagnement personnalisé
- Veille stratégique et rencontres internationales
- Club World Trade Center
- Développement de compétences
- Business services

www.wtc-rennes-bretagne.com

WORLD TRADE CENTER RENNES BRETAGNE

2 avenue de la Préfecture - CS 64204
35042 Rennes Cedex France
Tél. : 02 99 33 66 66 / Fax : 02 99 33 24 28
contact@wtc-rennes-bretagne.com

Animé par  CCI RENNES

FELIXtimes

APÉRITIF-BAR • RESTAURANT

Au Comptoir du Chef



A l'Apéritif Bar



A la table de Félix



Votre soirée



16 RUE D'ISLY RENNES
felixrennes@gmail.com

02 99 01 96 14

Rejoignez
les amis
de Félix





NOS VALEURS

Audace

Parce que dans un métier qui évolue tous les jours, nous inventons de nouvelles solutions pour servir nos clients, en proposant des services et des outils performants

Souplesse

Parce qu'aucune situation, même la plus inattendue, ne doit rester sans une réponse efficace et appropriée

Simplicité

Parce que l'organisation de vos déplacements doit se faire dans la simplicité et la fluidité pour un résultat « zéro stress »

Engagement

Parce que toutes nos équipes sont formées en permanence pour construire avec vous et pour vous donner la meilleure solution de voyage au meilleur prix

Celtea Voyages *Partenaire de l'UE35*
6, rue de la Monnaie – 35000 Rennes

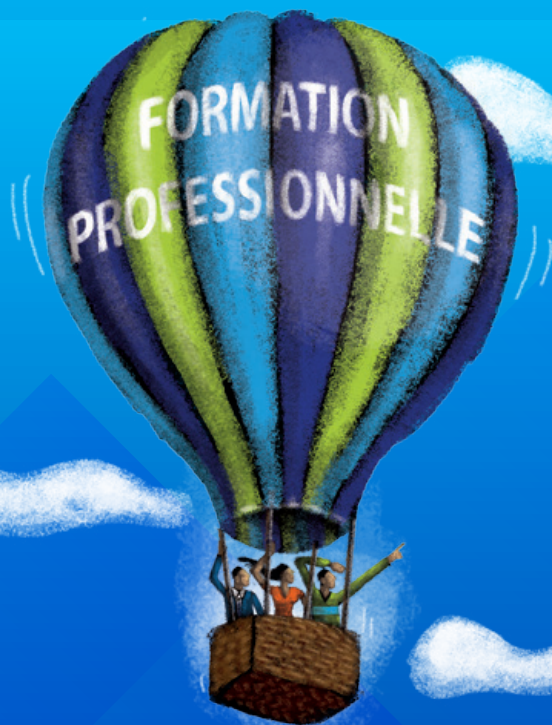
www.celtea-voyages.com / Rejoignez-nous sur 

VOS CONTACTS

Affaires
Groupes Incentives

Patricia Gallo
Marie-Jo Joulain

06 20 84 22 17
02 99 78 87 82



Plus haut, plus calme, plus simple

98 % des entreprises adhérentes chez Opcalia se déclarent satisfaites des formations qu'elles ont engagées (*). Nous renforçons constamment nos capacités de conseil, d'accompagnement et de financement pour maintenir et mériter votre confiance.

...Pour que votre participation à la Formation Professionnelle soit l'une de vos meilleures ressources, choisissez Opcalia pour faire le bon investissement.

* Source : enquête annuelle Conjoncture Opcalia 2012 - 2013, réalisée en Octobre-Novembre dernier auprès de nos adhérents, ayant recueilli 3 544 réponses d'entreprises de toutes tailles, toutes régions et tous secteurs.

Adhérez chez Opcalia
opcalia.com



**COURTIER SPÉCIALISÉ
EN ASSURANCES D'ENTREPRISES**

Nos domaines d'intervention sont notamment :

- Dommages aux biens et pertes d'exploitation,
- Responsabilité civile Entreprise,
- Responsabilité civile des dirigeants,
- Flotte automobile,
- Marchandises transportées,
- Protection juridique,
- Risques financiers liés aux accidents du travail et maladies professionnelles,
- Contamination accidentelle et criminelle des produits.

Votre contact : M. Roland Marchix
rms.courtage@rmscourtage.fr

RENNES

13, boulevard Magenta
35000 Rennes
Tél. 02 99 30 01 00
Fax 02 99 30 22 62

BREST

24, quai de la Douane
29200 Brest
Tél. 02 98 80 35 05
Fax 02 98 80 35 51



**Assurance crédit
Affacturage
Renseignements
commerciaux**

**COURTIER SPÉCIALISÉ DANS LA PROTECTION
DE VOTRE POSTE CLIENT**

Notre vocation :

- Protéger vos transactions commerciales
- Gérer ou financer votre développement
- Surveiller votre poste client

Votre contact : Mme Carole Tricot
a2ccourtage@wanadoo.fr

RENNES

13, boulevard Magenta - 35000 Rennes
Tél. 02 99 65 66 76 • Fax 02 99 65 66 77

LE CONTRAIRE DE SEUL AU MONDE

Seul au monde ? C'est le sentiment que vous éprouvez en tant que dirigeant d'entreprise quand il s'agit de préparer l'avenir, protéger vos proches ou vos salariés, anticiper les risques de la vie. La promesse que nous vous faisons c'est d'être « le contraire de seul au monde ». Nous vous accompagnons tout au long de votre vie pour tous vos besoins en prévoyance, santé, épargne et retraite afin de vous apporter le soutien et la sérénité que vous attendez.

Pour prendre rendez-vous avec un conseiller contactez-nous au **0 970 808 808** (appel non surtaxé) et découvrez nos offres dédiées aux dirigeants d'entreprise www.ag2ramondiale.fr



AG2R LA MONDIALE

**PRÉVOYANCE
SANTÉ
ÉPARGNE
RETRAITE
ENGAGEMENT SOCIAL**

LES OBJECTIFS DES RENCONTRES INTERNATIONALES

- **Renforcer l'appartenance aux réseaux interprofessionnels**, fédérations et adhérents de l'Union des Entreprises, du département d'Ille et Vilaine.
- Appréhender les **relations internationales** et des marchés en lien avec leur activité, à moindre coût, en intégrant la délégation, pour les actions suivantes : **sourcer** et/ou trouver des sous-traitants, **importer/exporter**, trouver des partenaires financiers ou techniques/ joint-venture, implanter une filiale commerciale, **racheter** une entreprise.
- **Benchmarker** des process industriels, s'informer sur les usages commerciaux, **se former** sur les principes techniques liés aux échanges internationaux : assurances, financement, protection de savoir-faire... dans le cadre des nombreuses conférences thématiques organisées au programme.
- Trouver ou développer des **relais locaux** sécurisés pour faciliter les échanges : partenaires, avocats, banques, assurances, conseils... Accéder facilement et à moindre coût à l'organisation de **rencontres bilatérales** d'affaires en BtoB. Dynamiser les échanges économiques bretons et **créer des liens** privilégiés et durables avec d'autres régions d'Europe et du Bassin méditerranéen.



Cork 2000, Cadix 2001,
Cardiff 2002, Porto 2003,
Gênes 2004, Prague 2005,
Istanbul 2006, Berlin 2007,
Budapest 2008, Tunis 2009,
Varsovie 2010, Milano 2011,
Stockholm 2012, Dubaï 2013...

HAUTE
BRETAGNE

Votre contact

Nathalie Potin

Union des Entreprises 35
2 allée du Bâtiment - BP 71657
35016 Rennes Cedex
02 99 87 42 97
nathalie.potin@ue35.fr
www.ue35.fr



Partenaire officiel 2014 | Partenaire Catalan | Partenaires institutionnels



Partenaires privés

